

*Affaires courantes*

[Traduction]

## LES AFFAIRES INDIENNES

**M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, j'aimerais présenter une pétition en vertu de l'article 36 du Règlement, signée par les habitants autochtones de ma circonscription de Cochrane—Supérieur, plus précisément de Moose Factory, Long Lake et Geraldton, en Ontario.

Au nom de ces 200 autochtones, je demande au gouvernement fédéral de traiter justement les autochtones du Canada qui luttent pour que le problème de leurs revendications territoriales et de leurs droits soit justement résolu. L'inaction de la part des autorités fédérales ne fera qu'envenimer les relations raciales au Canada et provoquera des actes racistes dangereux et ignorants.

## LES DÉCHETS DANGEREUX

**M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur):** J'ai une deuxième pétition, monsieur le Président, signée par quelque 450 habitants de Hornepayne, qui demandent au gouvernement fédéral de cesser de prévoir des emplacements de déchets dangereux dans la municipalité de Hornepayne.

## LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce):** Monsieur le Président, j'ai ici une pétition signée par un grand nombre de citoyens canadiens qui protestent contre le projet du gouvernement d'imposer la taxe sur les produits et services sur les magazines, livres et journaux, ce qui, d'après eux, entravera la diffusion de tout ce qui est imprimé, pierre angulaire de la démocratie, de la culture, de l'éducation et d'une société instruite et productive.

Les pétitionnaires demandent au Parlement d'exempter les livres, les journaux et les magazines de ladite taxe sur les produits et services, et de rejeter la taxe.

**M. Guy H. Arseneault (Restigouche—Chaleur):** Monsieur le Président, j'ai aussi l'honneur de présenter une pétition conforme à l'article 36. Elle porte sur la taxe sur les produits et services.

Les pétitionnaires, qui sont tous Canadiens, demandent au Parlement de rejeter cette taxe sur les livres, les périodiques et les journaux parce que c'est une taxe sur le savoir. Ils prient humblement le Parlement de faire droit à leur demande.

## L'ASSURANCE-CHÔMAGE

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Monsieur le Président, c'est avec un grand plaisir que je

présente l'une des pétitions les plus longues jamais présentée à la Chambre à cause du grand nombre de signatures qu'elle contient.

Il y a environ 16 000 noms sur cette pétition et ils représentent chacune des sept circonscriptions fédérales de Terre-Neuve et du Labrador. Cinq d'entre elles sont représentées par des députés de ce côté-ci de la Chambre et deux par les députés de St. John's-Ouest et de St. John's-Est.

Je remercie le secrétaire-trésorier de l'Union des pêcheurs et travailleurs assimilés unis d'avoir coordonné cette pétition. Elle porte sur un sujet qui concerne des dizaines de milliers de Terre-Neuviens, d'où l'intérêt qu'elle a suscité.

Elle porte sur la question des normes variables d'admissibilité et dit que le gouvernement doit présenter une résolution à ce sujet afin de ramener ces normes à 10 semaines. La pétition dit aussi que la nouvelle norme de 14 semaines est entrée en vigueur en même temps que les réductions substantielles des quotas de poisson qui ont réduit la quantité de travail disponible pour beaucoup de pêcheurs et d'employés des usines de poisson.

La pétition parle éloquemment au nom des 16 000 personnes qui l'ont signée et des milliers d'autres que je représente. C'est avec beaucoup de plaisir que je l'appuie et j'espère que le gouvernement jugera bon de lui donner suite rapidement.

## LES FORÊTS

**M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley):** Monsieur le Président, j'ai deux pétitions à présenter aujourd'hui à la Chambre. La première est signée par des habitants du sud-ouest de la Colombie-Britannique, notamment de la région de Maple Ridge et de Mission.

Ils demandent au gouvernement de se dépêcher de signer l'entente sur l'exploitation forestière, de sorte que nous puissions promouvoir des méthodes d'exploitation plus efficaces et moins dévastatrices, augmenter les dépenses consacrées au reboisement et instaurer une véritable gestion à rendement soutenu pour nos forêts.

## L'INDUSTRIE DES TRANSPORTS AÉRIENS

**M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley):** La deuxième pétition, monsieur le Président, vient des mêmes merveilleuses localités de la Colombie-Britannique et a trait à la déréglementation de l'industrie des transports aériens. Elle est particulièrement pertinente, et pas seulement pour le sud-ouest de la province, car les Lignes aériennes Canadien International ont récemment annoncé qu'elles allaient réduire leurs services à destination du nord de la province. Je les mets au défi